

Chiffres clés



Catégories de violations/abus identifiés**



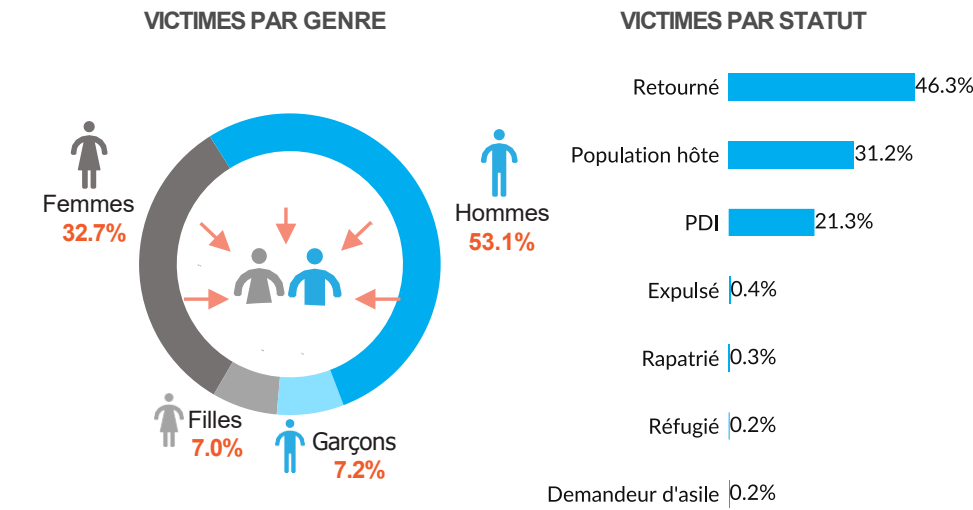
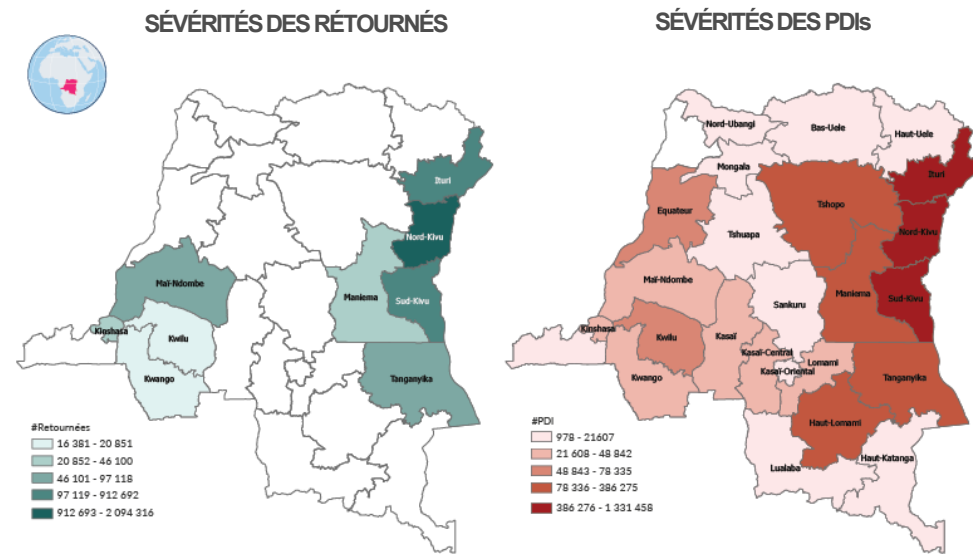
* Les données relatives aux mouvements de population concernent le mois de septembre 2025.

** Les statistiques sur les violations et abus proviennent quant à elles du monitoring de protection couvrant les mois de décembre 2025.

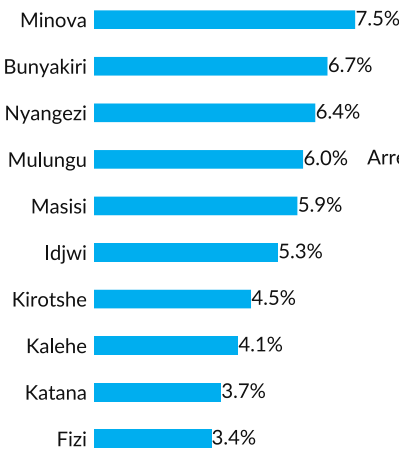
APERÇU GÉNÉRAL

Alors que l'année s'achevait sur des espoirs de stabilisation nourris par des initiatives diplomatiques régionales et internationales, l'offensive de l'AFC/M23 ayant conduit à la prise d'Uvira le 10 décembre a brusquement inversé cette tendance, aggravant la situation humanitaire et de protection. Cette avancée s'est accompagnée d'une violence indiscriminée, avec des allégations de plus de 1 500 civils tués et des bombardements ciblant des zones habitées¹. La crise a entraîné le déplacement forcé de plus de 500 000 personnes à l'intérieur du pays, tandis qu'environ 84 000 personnes² auraient fui le Sud-Kivu vers les pays voisins, principalement le Burundi. Parallèlement, l'onde de choc s'est propagée jusqu'au Tanganyika, réactivant les tensions communautaires à Kalemie, alors que le Nord-Kivu et l'Ituri demeurent affectés par les violences des ADF et de la CODECO, ainsi que par des affrontements armés impliquant le groupe CRP. L'année s'est ainsi close sur un constat d'urgence, dans un contexte où l'espace humanitaire se rétrécit et où la dynamique de conflit menace d'embraser l'ensemble de la région des Grands Lacs.

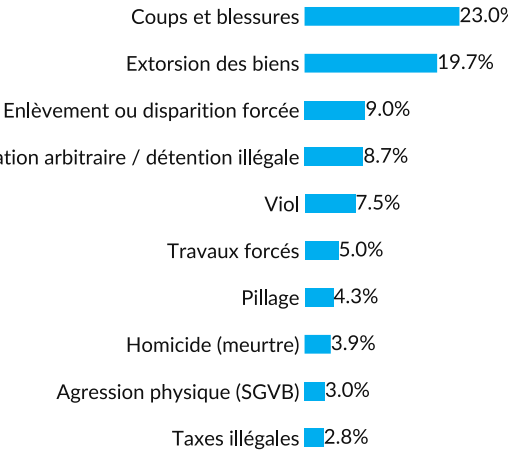
Dans ce contexte, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 2808 (2025), prolongeant le mandat de la MONUSCO jusqu'au 20 décembre 2026 ³. Cette résolution rappelle les textes antérieurs relatifs à la RDC, réaffirme les principes fondamentaux du maintien de la paix et met un accent particulier sur la protection des civils.



TOP 10 DES ZONES DE SANTÉ AFFECTÉES



TOP 10 DES VIOLATIONS IDENTIFIÉES



FAITS SAILLANTS

Province de l'Ituri:

Territoire de Djugu

- La situation de protection dans les zones de santé de Fataki, Bambu et Mangala demeure particulièrement préoccupante en raison des affrontements opposant les FARDC aux combattants de la Convention pour la Révolution Populaire (CRP) depuis le 5 décembre. Les aires de santé de Bule et Fataki ont été les plus affectées, avec des déplacements massifs (environ 16 500 ménages) depuis la cité de Bule et le site de Plaine Savo vers des localités jugées plus sûres, notamment autour de la base de l'UPDF, où un site spontané s'est formé. Des abus et violations des droits humains (coups et blessures, homicides, arrestations/détentions arbitraires, extorsions/pillages) auraient été perpétrés par des militaires.
- À titre illustratif, le 10 décembre 2025, des sources locales rapportent que dix-sept hommes (11 personnes déplacées internes – PDI, 4 retournés, 2 résidents) auraient été arrêtés, ligotés et détenus au cachot par des militaires. Les victimes auraient dû verser une amende de 200 USD chacune pour être libérées.

Territoire d'Irumu

- Des cas d'extorsion de biens, de coups et blessures et d'arrestations arbitraires attribués à des éléments de la Force de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), des Forces Démocratiques Alliées (ADF) ainsi qu'à certains éléments FARDC ont été documentés au cours de la période. Des présumés éléments ADF auraient été responsables de quatre homicides lors d'une attaque contre un camp militaire le 9 décembre sur l'axe Komanda–Luna (groupement Bandavilemba). Des embuscades contre des cultivateurs, avec enlèvements et homicides, auraient également été signalées dans la zone de santé de Komanda. Par ailleurs, des combattants présumés FRPI seraient actifs dans la zone de santé de Boga, où ils auraient perpétré plusieurs actes de pillage, d'extorsion et de violence physique.

Territoire de Mambasa

- Une présence croissante d'éléments ADF a été signalée dans des forêts exposant les populations à des risques d'atteintes de leurs droits.

¹ <https://www.youtube.com/watch?v=TC4lz2Ebhh8>

² <https://www.unhcr.org/fr/actualites/points-de-presse/escalade-de-la-violence-dans-lest-de-la-republique-democratique-du>

³ <https://press.un.org/fr/2025/cs16260.doc.htm>

- Les opérations conjointes de traque menées par les FARDC et l'UPDF contre un nouveau bastion des ADF, notamment dans le groupement de Bapuele, auraient occasionné le 6 décembre, l'enlèvement de 18 personnes par des présumés éléments des ADF dans la zone de santé de Lolwa. Cet incident aurait provoqué une panique généralisée au sein des communautés, entraînant le déplacement d'environ 350 ménages

Territoire de Mambasa

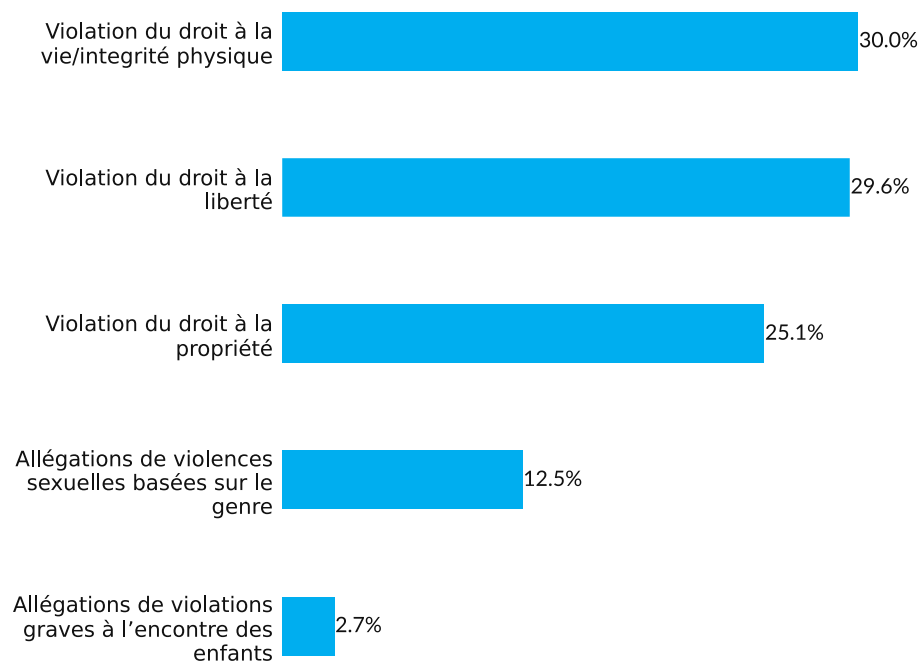
- Une présence croissante d'éléments ADF a été signalée dans des forêts exposant les populations à des risques d'atteintes de leurs droits.
- Les opérations conjointes de traque menées par les FARDC et l'UPDF contre un nouveau bastion des ADF, notamment dans le groupement de Bapuele, auraient occasionné le 6 décembre, l'enlèvement de 18 personnes par des présumés éléments des ADF dans la zone de santé de Lolwa. Cet incident aurait provoqué une panique généralisée au sein des communautés, entraînant le déplacement d'environ 350 ménages.
- La période a également été marquée par un acte de justice populaire contre un militaire FARDC à la suite d'actes d'extorsion commis par deux militaires ; l'un des militaires aurait été tué.

Territoire de Mahagi

- Les violations des droits humains ont considérablement augmenté dans les zones de santé d'Angumu et de Logo, avec des cas d'extorsion de biens, l'érection de multiples barrières, des taxations illégales, des menaces d'enlèvement et des enlèvements contre rançon impliquant certains éléments FARDC, des soldats de l'UPDF et des groupes armés (notamment la CODECO) dans la zone d'Angumu (zones riveraines du lac Albert). Des militaires ougandais auraient dépouillé des pêcheurs congolais de leur matériel (filets, pirogues, hameçons) le 7 décembre 2025 dans les localités de Kaswa 1 et Kaswa 2, reprochant aux victimes d'avoir navigué dans les eaux ougandaises.
- En groupement Ruvinga, des acteurs armés (CODECO) auraient instauré à partir du 11 décembre des « taxes d'appui à la fête de Nouvel An ». Les autorités locales auraient été contraintes de collecter des fonds pour ces acteurs. Des civils, majoritairement des PDI sans ressources, se seraient déplacés préventivement pour se mettre à l'abri des menaces.
- Dans la nuit du 5 décembre 2025, des éléments présumés de la CODECO en provenance du territoire de Djugu ont mené une incursion au village de Djupangima, tentant d'emporter des kits solaires et du bétail appartenant à des civils. Alertés par les cris de la population, ils auraient incendié 13 maisons appartenant à des retournés. L'incident a provoqué une panique locale et des déplacements pendulaires vers la brousse et les villages de Djupulang'u-Kele, Djupazai et Adisi.

Province du Nord-Kivu ⁴ :

Violations identifiées par catégories au Nord-Kivu



Territoire de Masisi

- Plusieurs abus et violations des droits humains ont été documentés à la suite de la poursuite des affrontements entre groupes armés dans les groupements de Bashali-Mukoto, Nyamaboko 1, Bapfuna et Banyungu. Les populations civiles subissent pillages, enlèvements, coups et blessures et homicides, entraînant de nouveaux déplacements vers des zones jugées plus sûres et aggravant une vulnérabilité déjà élevée.

À titre d'exemple, le 4 décembre, les sources locales ont rapporté trois homicides, huit enlèvements et le déplacement d'une centaine de ménages dans les groupements de Mupfunyi-Shanga et Bapfuna. Le 28 décembre, des affrontements entre un groupe armé et une coalition rivale à Katoyi-centre (groupement Nyamaboko 1) ont causé la mort de deux enfants par éclats de bombes et des blessures par balles à deux femmes. Environ 200 ménages (près de 1 000 personnes) se seraient déplacés vers Kibabi, Rubaya et Bihambwe (groupement de Mupfunyi-Kibabi), où ils seraient hébergés en familles d'accueil.

Des éléments armés en quête de vivres et de biens de première nécessité multiplient les embuscades contre des civils, avec pillages et violences physiques. Par exemple, le 8 décembre sur l'axe Rushebeshe entre Nyamitaba et Tebero (groupement de Bashali-Kaembe), les biens de plus de 17 passagers à bord de deux véhicules en provenance de Goma auraient été pillés (argent, téléphones et autres effets de valeur).

- Des incursions récurrentes attribuées à divers groupes armés exposent les civils à de graves violations (homicides, violences sexuelles, pillages, enlèvements). Par ailleurs, les personnes déplacées internes (PDI) rencontrent de fortes difficultés d'accès aux services sociaux de base dans les zones de déplacement. Entre le 4 et le 10 décembre, des mouvements de retour (plus de 1 600 ménages, environ 13 000 personnes) ont été observés depuis Masisi-centre et ses environs vers les localités d'origine, malgré l'insécurité, motivés par les conditions précaires dans les zones d'accueil.

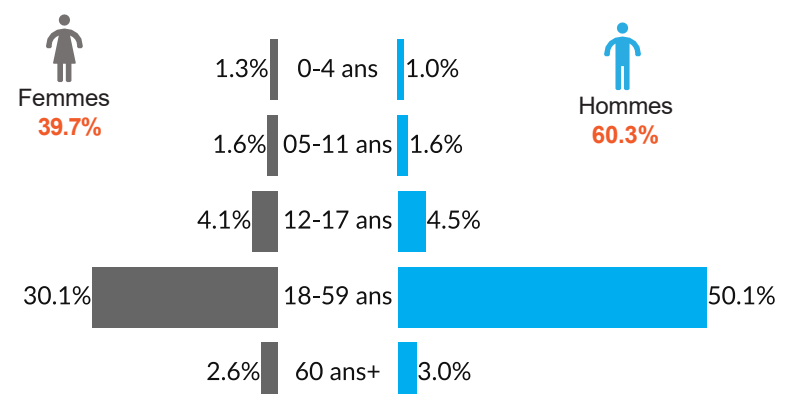
Territoires de Beni et Lubéro

- Les civils seraient affectés par des attaques ciblées d'éléments de groupes armés, accompagnées de pillages et d'agressions physiques.
- Les affrontements entre groupes armés et incursions armées récurrentes auraient entraîné des enlèvements, meurtres, et pillages, alimentant un climat d'insécurité persistante et fragilisant durablement la protection des populations dans cette zone.
- A titre illustratif, le 21 décembre, un retourné aurait été enlevé puis tué à la suite d'une incursion attribuée aux éléments d'un groupe armé au village Kirindera (groupement Masiki-Kalonge). Ce meurtre serait lié à un règlement de compte autour d'un conflit foncier.
- De plus, la persistance de la criminalité urbaine, imputée à des acteurs armés, continuerait d'aggraver l'insécurité, entraînant des meurtres, des enlèvements de civils, des pillages dans le territoire. Il règne un climat de peur au sein de la population qui limite les déplacements préventifs nocturnes.

Territoire de Rutshuru

- Des affrontements sporadiques entre groupes armés, avec usage de bombardements dans des zones densément peuplées, dégradent l'environnement de protection et entraînent des abus et violations des droits humains, au même titre que de multiples incursions.
- Entre le 5 et le 8 décembre, au moins 14 homicides, neuf cas de coups et blessures, six enlèvements et plusieurs pillages ont été attribués à des groupes armés. Le 19 décembre, des affrontements entre plusieurs groupes armés ont été signalés dans les villages de Kiyeye, Kiganda et Nyarubande (groupement Kihondo). Cinq maisons de civils auraient été détruites par des projectiles et environ 107 ménages (535 personnes) se seraient déplacés vers Nyanzale, Mushikiri (groupement Mutanda), Mweso, Ibuga et Kalembe (territoire de Masisi).

Aperçu: Profil des victimes des violations de droits et abus



⁴ https://globalprotectioncluster.org/sites/default/files/2026-01/rdc_nord_kivu_clusterprotection_dashboard_monitoringprotection_commun_dec2025.pdf

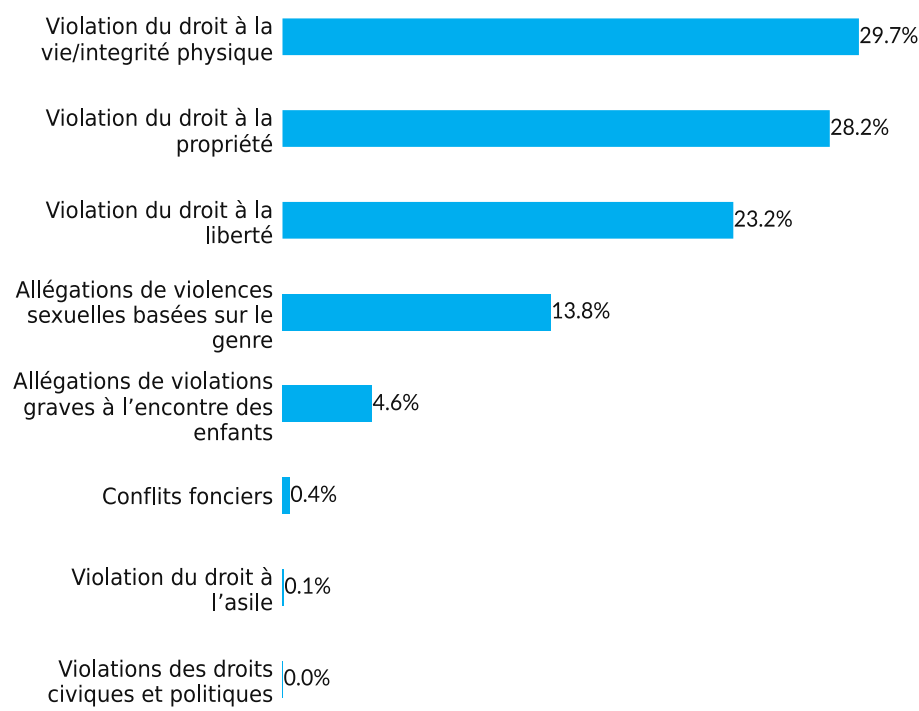
- Les représailles contre des civils soupçonnés de collaborer avec des groupes rivaux sont fréquentes (enlèvements, homicides, pillages). Par exemple, le 1er décembre, un retourné aurait été enlevé et dix maisons pillées au village de Muragi (groupement Mutanda), les victimes étant accusées de connivence avec un groupe rival. Le 5 décembre dans le parc national des Virunga, à Rugari (groupement de Rugari), huit retournés auraient été tués par des éléments d’un groupe armé qui les soupçonnait de liens avec leurs rivaux. Le 19 décembre, trois hommes du village de Nyanzale (territoire de Masisi), partis chercher des vivres dans leurs champs, auraient été enlevés pour les mêmes motifs.
- En quête de ravitaillement, des groupes armés multiplient les embuscades. Dans le groupement de Kanyabayonga, des hommes armés ont mené une incursion dans le village de Kilambo le 13 décembre, blessant par balles deux retournées qui n’auraient pas remis l’argent exigé ; le 14 décembre, ils auraient dépouillé un retourné à Bitongi d’environ 120 000 francs congolais et de deux téléphones.

Territoire de Walikale

- Les civils seraient affectés par des attaques ciblées accompagnées de pillages et d’agressions physiques de la part d’éléments de groupes armés, ce qui continuerait à compromettre leur sécurité.
 - Les affrontements entre groupes armés et incursions armées récurrentes auraient entraîné des enlèvements, meurtres, coups et blessures et pillages, alimentant un climat d’insécurité et fragilisant durablement la protection des populations dans cette zone.
- A titre illustratif, le 5 décembre, une incursion des éléments d'un groupe armé aurait été signalée dans le village de Luaa (groupement Kisimba) et ce serait soldée par le meurtre d’une personne, le viol de trois femmes et l’enlèvement de 5 civils soupçonnés de collaborer avec des groupes rivaux.
- De plus, la persistance de la criminalité urbaine, imputée à des acteurs armés, continuerait d’aggraver l’insécurité, entraînant des meurtres, des enlèvements de civils, des pillages dans le territoire. Il règne un climat de peur au sein de la population qui limite les déplacements nocturnes par précaution.

Province du Sud-Kivu :

Violations identifiées par catégories au Sud-Kivu



Les abus et violations des droits humains ont fortement augmenté au mois de décembre 2025 (hausse estimée à 64 % par rapport à novembre) en lien avec l’activisme des groupes armés et les affrontements dans les territoires de Walungu, Uvira, Fizi et Mwenga.

Protection de l’enfance

Selon l’UNICEF, au cours de la première moitié de décembre 2025, plus de 500 000 personnes – dont plus de 100 000 enfants – ont été contraintes de se déplacer à l’intérieur de la RDC ou vers le Burundi et le Rwanda à la suite de combats intenses au Sud-Kivu. Dans la même période, de graves violations des droits de l’enfant auraient été signalées : quatre élèves tués, six blessés, ainsi que des attaques contre au moins sept écoles, où des salles de classe ont été endommagées ou détruites.

La séparation familiale, l'exposition à la violence, l'exploitation, les violences basées sur le genre et la détresse psychosociale constituent des risques aigus pour les enfants. Des structures de santé auraient également été pillées par des acteurs armés. Parmi les violations graves, 63 % relèveraient du recrutement et de l'utilisation d'enfants ; 14 % d’agressions sexuelles sur mineurs ; 10 % d’homicides ; 6 % d’enlèvements ; 5,5 % d’attaques contre des écoles et des hôpitaux.

Violences basées sur le genre (VBG)

Parmi les incidents de VBG documentés, plus de 42 % seraient des viols présumés perpétrés par des membres de groupes armés ; plus de 23 % des agressions physiques ; 18 % des agressions sexuelles ; 10 % de violences psychologiques ; plus de 3 % de dénis de ressources ; et 3 % de mariages forcés de mineures. Les territoires principalement concernés seraient Idjwi (20 %), Kalehe (19 %), Fizi (14 %), Mwenga (11 %), Shabunda (11 %), Walungu (10 %), Kalehe (9 %) et Uvira (5 %). La majorité des viols seraient attribués à des hommes armés non identifiés ou à des éléments de groupes armés, survenus lors d’activités champêtres (recherche de bois de chauffe, travaux aux champs), de mouvements de déplacement ou durant des activités génératrices de revenus.

Territoire de Kalehe

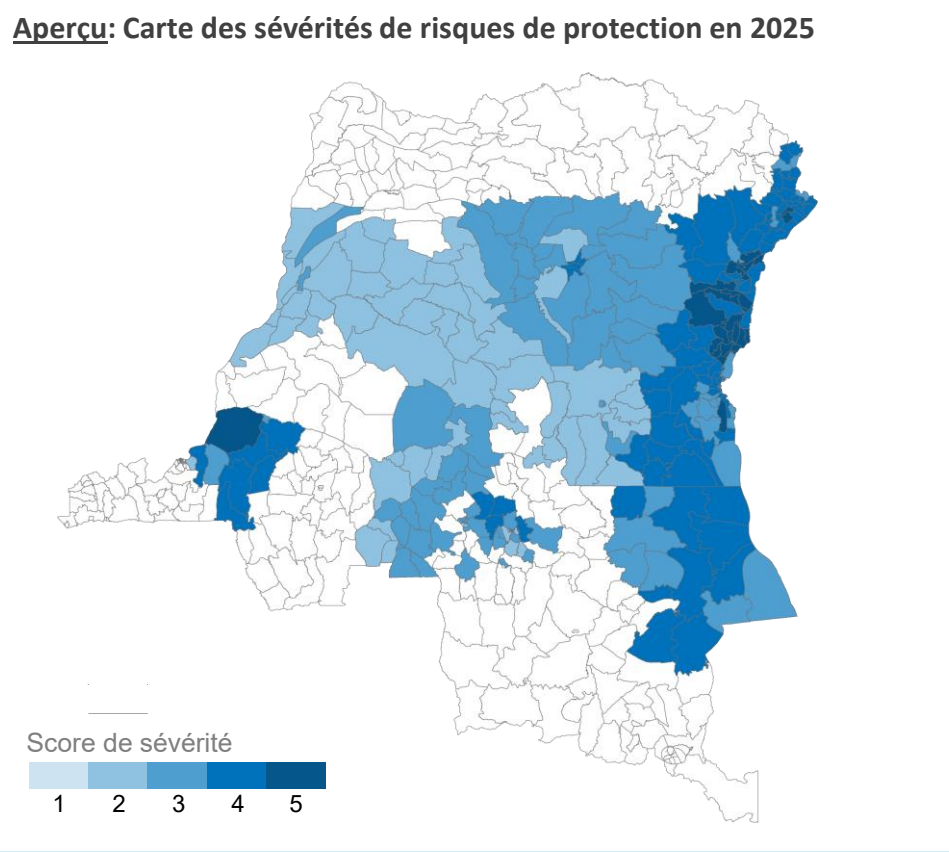
- La détérioration de l’environnement de protection est liée à une forte présence de groupes armés dans certaines entités. Des affrontements et attaques ont provoqué des mouvements de déplacement, ainsi que des violations des droits humains (extorsions, coups et blessures, arrestations/détentions illégales, travaux forcés, homicides, violences sexuelles, enlèvements) attribuées à des éléments de groupes armés.
- À titre illustratif, le 8 décembre, des éléments d’un groupe armé ont mené une incursion dans le village de Nyamugari (environ 30 km de Katasomwa, groupement de Mubugu) afin de collecter des rations auprès des populations au titre « d’effort de guerre ». Cinq civils auraient été tués et huit grièvement blessés, ces derniers référés au poste de santé de Nyamugari. Le 13 décembre, huit civils ont été réquisitionnés par des éléments d’un groupe armé à Nyamukubi-centre (groupement de Mbinga-Sud) et soumis à des travaux champêtres durant plusieurs heures avant d’être relâchés.

Territoire d’Uvira

- Tout au long de la période, la situation de protection demeure préoccupante dans le territoire et les zones voisines, l’escalade de violence en début de mois ayant entraîné le déplacement de plus d’un demi-million de personnes. Dans le contexte de l’occupation de la ville d’Uvira par un AFC/M23 en début de période, des partenaires humanitaires rapportent qu’au moins 70 civils auraient été tués et que plus de 200 000 personnes auraient été déplacées à travers la province du Sud-Kivu. Entre le 5 et le 8 décembre, près de 25 000 personnes auraient franchi la frontière vers le Burundi – y compris des ressortissants congolais, burundais et des migrants de pays tiers – avec des arrivées supplémentaires signalées au Rwanda. Une accalmie relative a été observée du 14 au 19 décembre, marquée par des mouvements de retour de plusieurs centaines de ménages.
- Parmi d’autres atteintes aux droits humains, le 22 décembre, 11 personnes (5 femmes et 6 enfants) quittant la ville d’Uvira pour rejoindre Baraka auraient été interceptées puis exécutées par un groupe armé sur le tronçon de Luhanga, entre les villages de Kigongo et Makobola.

Territoire de Fizi

- La partie littorale nord du territoire a été marquée par des affrontements armés, avec une détérioration prononcée de la situation sécuritaire et de protection. Les risques recensés incluent les violences basées sur le genre, le recrutement et l’utilisation d’enfants par des groupes armés, des attaques contre des écoles, des extorsions et des pillages. Le 12 décembre, dans la ville de Baraka, des tirs d’armes lourdes et légères ont été entendus durant plusieurs heures en soirée, provoquant une panique généralisée ; selon des sources locales, une résidente et ses deux filles auraient été victimes de violences sexuelles perpétrées par des hommes armés.
- Dans le nord du territoire, deux établissements scolaires à Mboko (groupement de Babungwe-Nord) ont été occupés par une coalition de groupes armés depuis le 24 décembre 2025, des effets militaires ayant été installés dans les cours des écoles. Parallèlement, des mouvements de retour ont été observés : du 25 au 28 décembre, 2 128 ménages (10 640 personnes) en provenance de la presqu’île d’Ubwari (Mizimu, Mwayenga, Yungu, Mwanzalulu, etc.) ont été accueillis à Baraka, fuyant les conditions de vie difficiles dans les villages d’accueil.



Province de Tanganyika :

Territoire de Kalemie

- Dès le début de la période, l'activisme du groupe armé Mayi-Mayi Apa na Pale a provoqué des déplacements, notamment à Lambo Katenga où des populations se sont massivement déplacées le 3 décembre à la suite d'attaques et de la riposte des FARDC. Depuis la prise d'Uvira par l'AFC/M23 (10 décembre), environ 114 000 personnes en provenance de Fizi et d'Uvira (Sud-Kivu) se sont déplacées vers la province du Tanganyika – en particulier vers le territoire et la ville de Kalemie (zones de santé de Kalemie et Nyemba), ainsi que vers les territoires de Nyunzu et Kongolo. La plupart sont arrivées par bateau via le lac Tanganyika. Des éléments FARDC et de la PNC figurent parmi les arrivants. Ces populations se sont installées dans des villages où les services de protection sont limités. Plusieurs cas d'enfants non accompagnés et séparés ont été signalés ; des conflits fonciers émergent car les déplacés s'installent sur des terres déjà attribuées et recourent parfois aux champs communautaires.
- Par ailleurs, le 13 décembre 2025, dans le village de Shibukumba (à environ 15 km de Mapanda, au sud-est de la RN5), neuf personnes – dont deux soldats blessés qui auraient porté des vêtements civils après avoir fui les combats à Uvira – ont été interceptées et arrêtées. Elles ont été transférées au camp militaire de Bendera, les blessés ayant été évacués vers l'hôpital.

Ville de Kalemie

- Le 12 décembre 2025, un incident majeur a eu lieu à la prison centrale de Kalemie (quartier Kahite, commune de Lukuga) : des détenus ont incendié des installations dans une tentative d'évasion, provoquant une panique en ville. Les activités ont été suspendues, des crépitements de balles ont été entendus et les FARDC ainsi que la Police nationale congolaise (PNC) sont intervenues conjointement pour maîtriser la situation.

Ville de Kinshasa :

- Des incursions d'éléments Mobondos se poursuivent dans des villages, Des opérations de désarmement et démobilisation d'anciens miliciens du groupe armé Mobondo ont été lancées le 2 décembre à Mbakana, dans la commune de Maluku. La cérémonie, présidée par le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, marque une étape importante dans la mise en œuvre du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (P-DDRCS).
- A titre symbolique, deux armes de guerre ont été remises par d'anciens miliciens au vice-premier ministre.
- A noter que ces opérations visent près de 5,000 ex-combattants Mobondo basés dans l'axe Mfumo Nkento.

Province de MAI NDOMBE :

- Des opérations de ratissage et de sécurisation se poursuivent dans la province en vue du rétablissement de l'ordre et d'empêcher toute résurgence de groupes armés.
- A titre d'exemple, les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) ont affronté, dans la nuit du 18 au 19 décembre 2025, un groupe d'éléments Mobondo au village Epumbulu, dans le territoire de Kwamouth.
- Le même type d'opérations militaires auraient été menées le 22 décembre à 15 kilomètres au nord-est du village Bolingo, dans le territoire de Kwamouth.
- Les FARDC rassurent la population civile que toutes les dispositions nécessaires sont prises pour assurer sa protection, face aux exactions perpétrées par ces groupes armés.

LIMITATIONS

Cet aperçu est rédigé sur une base mensuelle à partir des informations et des rapports envoyés par des partenaires, ainsi qu'à travers les échanges et des discussions avec les partenaires opérationnels.

Les données de suivi de la protection sont utilisées tout au long du rapport telles que disponibles aux dates de rédaction/publication.

Ce rapport fournit une vue d'ensemble des développements clés, illustrés par des exemples de violations des droits de l'homme et n'inclut pas tous les incidents et violations survenus au cours de la période. Les chiffres du suivi de la protection peuvent ne pas correspondre aux derniers développements pour diverses raisons, notamment l'insécurité dans de nombreuses zones de conflit, qui rend impossible la collecte de données. Les chiffres finaux seront publiés à travers les différents mécanismes de rapportage établis.

Si vous avez des commentaires ou des informations pour compléter et améliorer le rapport, merci de bien vouloir nous contacter.